



MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Liberté
Égalité
Fraternité

LE FONDS VERT

Fonds d'accélération
de la transition
écologique dans
les territoires



Recyclage foncier

Édition 2024



Cahier d'accompagnement des porteurs
de projet et des services instructeurs

avec compléments régionaux
HAUTS-DE-FRANCE*

Les porteurs de projet souhaitant bénéficier de cette mesure en 2024 pour une opération située en Hauts-de-France doivent prendre connaissance du présent document qui regroupe :

- [en caractère noir] le cadrage national de la mesure, également disponible sur le site Aides-territoires en cliquant sur le bouton « cahier d'accompagnement »

<https://aides-territoires.beta.gouv.fr/aides/8891-recycler-le-foncier-friches/>

- [en caractère bleu*] les spécificités régionales de sa mise en œuvre en Hauts-de-France [période d'instruction, priorités et spécificités régionales].

**FRANCE
NATION
VERTE** >

Agir • Mobiliser • Accélérer



SOUSSION DES PROJETS

Les dossiers sont à déposer sur la plateforme « **Démarches simplifiées** ». Accédez au lien de candidature en cliquant sur le bouton « **Candidater à l'aide** » via la plateforme Aides-territoires <https://aides-territoires.beta.gouv.fr/aides/8891-recycler-le-foncier-friches/>.

Avertissement : les éléments suivants sont à prendre en considération avant de déposer un dossier sur la plateforme afin de candidater à la mesure « recyclage foncier » :

- Le dossier peut être déposé en plusieurs étapes (il n'est pas nécessaire de renseigner tous les champs ni de déposer la totalité des documents constitutifs du dossier en une fois) ;
- Le dépôt complet d'une candidature peut nécessiter une durée importante. Il faut donc bien prendre en compte ce délai et impérativement anticiper le dépôt ;
- Un dossier déposé correspond à une seule opération d'aménagement ;
- Si des éléments identifiés comme obligatoires sont manquants, le dossier ne peut être déposé et la candidature ne pourra donc pas être considérée comme validée. Cliquer sur le bouton « déposer le dossier » pour valider votre candidature et le transmettre au service instructeur (tant que l'instructeur n'a pas pris en charge le dossier, l'utilisateur pourra encore le modifier).

CALENDRIER D'INSTRUCTION

Une première relève des candidatures sera réalisée le **31 mars 2024**. Les dossiers seront instruits afin de **sélectionner les premiers lauréats pour le 19 avril 2024**.

Sous réserve de la disponibilité de crédits, une seconde relève aura lieu le **21 juin 2024** et les dossiers seront instruits afin de **sélectionner les lauréats pour le 12 juillet 2024**.

Le détail du calendrier est présenté page 11 du présent cahier.

CONTACTS

Il est vivement conseillé de contacter vos référents à l'ADEME (pour les projets portant sur une friche ICPE, industrielle ou minière) ou en DDT-M (pour toutes les autres friches, polluées ou non) en amont du dépôt du dossier pour vérifier l'adéquation de votre projet avec le périmètre de la mesure « recyclage foncier », axe 3, du fonds vert, et avec le niveau attendu de maturité des projets.



Vos interlocuteurs en Direction départementale des Territoires (et de la Mer) :

| | | |
|-------------------------|------------------------------------|--|
| DDT de l'Aisne | Mission des référents territoriaux | ddt-referent-territorial@aisne.gouv.fr |
| DDTM du Nord (hors MEL) | Marie-Agnès GORISSE | marie-agnes.gorisse@nord.gouv.fr |
| DDTM du Nord (MEL) | Geoffrey MUNIER | geoffrey.munier@nord.gouv.fr |
| DDTM du Pas-de-Calais | Alain BOITELLE Caroline PIOLE | ddtm-fonds-friches@pas-de-calais.gouv.fr |
| DDT de l'Oise | Mélanie GODBILLE | ddt-dto@oise.gouv.fr |
| DDTM de la Somme | Régine DEMOL Amandine NANTOIS | regine.demol@somme.gouv.fr |

Votre interlocuteur à l'ADEME – Direction régionale Hauts-de-France (pour les projets portant sur une friche ICPE, industrielle ou minière)

Volet « études » : BOGAERT Christophe, mail christophe.bogaert@ademe.fr

Volet « travaux » : DHENIN Benoit, par mail benoit.dhenin@ademe.fr

Votre interlocuteur en Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France (DREAL Hauts-de-France) via la boîte fonctionnelle unique : relance-fondsfriches-hdf@developpementdurable.gouv.fr (Céline ZIMMER – chargée de mission recyclage foncier)

1. CONTEXTE ET AMBITION

1.1. Contexte

La reconquête des friches constitue un enjeu majeur d'aménagement durable des territoires pour répondre aux objectifs croisés de maîtrise de l'étalement urbain, de revitalisation urbaine et, par conséquent, de limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers **en visant par ailleurs les enjeux d'amélioration du cadre de vie (ex : îlots de chaleur, espaces de détente), de respect de la biodiversité ou encore du cycle de l'eau***. Chaque année, la France consomme en effet en moyenne 20 000 ha d'espaces naturels, agricoles ou forestiers, alors que le stock de friches est estimé à 150 000 ha (source Cerema).

À l'échelle de la région, la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers a atteint un peu plus de 16 290 ha sur la décennie précédente (2011-2020). « *La base nationale de référence,*



Cartofriches, recense près de 700 sites en Hauts-de-France pour environ 16 000 ha. Les sites en friches, même potentielles, pourraient représenter dans la région dix ans d'artificialisation des sols » (source chambre régionale des comptes ; rapport thématique régional – le recyclage des friches dans les Hauts-de-France, septembre 2023).*

Les friches représentent ainsi un important gisement foncier dont la mobilisation et la valorisation doivent contribuer à la trajectoire du « zéro artificialisation nette » (ZAN) fixée par le Gouvernement.

Les conséquences de l'artificialisation des sols et de l'étalement urbain sont écologiques (érosion de la biodiversité, aggravation du risque de ruissellement, limitation du stockage carbone) mais aussi socio-économiques (coûts des équipements publics, augmentation des temps de déplacement et de la facture énergétique des ménages, dévitalisation des territoires délaissés, diminution du potentiel de production agricole) et ont un effet sur la qualité du cadre de vie (impact paysager sur les espaces bâtis comme non-bâtis, profusion d'enseignes, de pré-enseignes et de publicités dans les zones d'activité économique, etc.).

Les friches urbaines, commerciales, (aéro-)portuaires, ferroviaires ou routières, industrielles, militaires ou minières, et plus généralement le foncier déjà artificialisé mais sous-utilisé, doivent être réutilisés pour des projets d'aménagement ou de relocalisation d'activités, et ainsi permettre d'éviter l'artificialisation des sols si, faute de pouvoir réutiliser les friches, les projets se développaient sur des terrains naturels ou agricoles.

Le manque de disponibilité foncière est un frein identifié à la dynamique de réindustrialisation de la France. Une des priorités gouvernementales vise donc à requalifier les friches afin d'accompagner l'installation d'industries, en cohérence avec la loi n°2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte. La mesure « Recyclage foncier » du fonds vert constitue à ce titre le principal véhicule de soutien financier public à la réhabilitation de friches pour des implantations industrielles.

Toutefois, la réutilisation de friches s'accompagne le plus souvent d'un surcoût. Les opérations de recyclage de friches ou de fonciers déjà artificialisés impliquent en effet le plus souvent des coûts supplémentaires de démolition, de dépollution ou de restructuration lourde entraînant également des délais plus longs et des risques plus importants, voire des blocages d'opérations. Ces coûts ne peuvent généralement pas être compensés par les recettes de cessions. Pour ces opérations, un soutien public est indispensable.

*Avec un pré-fléchage de 65 millions d'euros en Hauts-de-France en 2024, cette mesure constitue la grande priorité régionale.**

1.2. Ambition écologique du projet financé

Dans un objectif d'accélération de la transition écologique contribuant à l'amélioration du cadre de vie, le projet devra permettre le recyclage d'une friche urbaine, commerciale, (aéro-)portuaire, ferroviaire ou routière, industrielle, militaire ou minière, et plus généralement d'un espace foncier déjà artificialisé mais sous-utilisé, pour des projets d'aménagement, **des projets de renaturation (en particulier visant la plantation d'arbres)*** ou de relocalisation d'activités afin d'éviter la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers. La forte différence entre les



types d'opérations ne permet pas de fixer ex-ante un objectif quantitatif par catégorie de projet, objectif qui devra être évalué au cas par cas pour démontrer l'intérêt de l'opération.

2. ÉLIGIBILITÉ ET SÉLECTION DES PROJETS

2.1. Porteur de projets éligibles

La mesure concerne la France métropolitaine et les outre-mer (départements et régions d'outre-mer – DROM, collectivités d'outre-mer – COM).

La candidature est portée par une personne morale appelée « porteur du projet ». Les porteurs de projet éligibles sont les maîtres d'ouvrage des projets de recyclage d'une friche sous réserve que leur projet respecte les règles européennes applicables aux aides d'État¹ :

- les collectivités, les établissements publics locaux ou les opérateurs qu'ils auront désignés ;
- les établissements publics de l'État (dont le conservatoire du littoral) ou les opérateurs qu'ils auront désignés ;
- les aménageurs publics (établissements publics d'aménagement, entreprises publiques locales, SEM, SPL) ;
- les organismes de fonciers solidaires ;
- les bailleurs sociaux ;
- des entreprises privées ou des associations, sous réserve de l'accord de la collectivité compétente en matière d'urbanisme et d'aménagement ainsi que du concédant, mandant ou bailleur le cas échéant, et pour des projets présentant un intérêt général suffisant (notamment en termes de logement social ou de revitalisation ou d'implantations industrielles)

Le porteur de projet peut mentionner dans son dossier un « co-portage » avec un partenaire (notamment un établissement public foncier) : dans ce cas, les relations conventionnelles ou contractuelles seront détaillées ainsi que toutes les informations utiles à l'établissement de la convention financière si le co-porteur est susceptible de percevoir directement ou indirectement des subventions.

Dans le cas d'une concession d'aménagement, le dossier doit de préférence être déposé par le concessionnaire puisqu'il engage les dépenses.

Le projet doit être composé uniquement de partenaires éligibles à recevoir des aides publiques (en particulier, les partenaires doivent être à jour de leurs obligations fiscales et sociales, ne pas être sous le coup de la récupération d'aides déclarées illégales ou incompatibles par la Commission européenne, et de ne pas avoir le statut d' « entreprise en difficulté » au sens de la réglementation européenne des aides d'État).

¹Pour mémoire, le guide réalisé par le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance est disponible au lien suivant : https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/daj/publications/Vademecum-aides-État-2020/Vademecum_aides240920.pdf



2.2. Nature des projets éligibles

Sont éligibles les projets de recyclage d'une friche dans le cadre d'une action ou opération d'aménagement au sens de l'article L.300-1 du code de l'urbanisme.

Dans le cadre de ce fonds, seront considérés comme une friche :

- Tout terrain nu, déjà artificialisé² et qui a perdu son usage ou son affectation, ou qui, en outre-mer, a pu être laissé vacant après évacuation d'habitats illicites et spontanés ;
- Un îlot d'habitat, d'activité ou mixte, bâti et caractérisé par une importante vacance ou qui a perdu son usage ou son affectation ou à requalifier³.

Afin d'être éligibles, les projets devront avoir atteint **un degré de maturité** permettant, a minima, **un engagement dans l'année de la demande de subvention**. Le rythme des dépenses financées par le fonds vert devra être compatible avec le calendrier de mobilisation des crédits de paiement du fonds. **À ce titre, les dépenses financées au titre de la mesure « recyclage foncier » devront être soldées avant fin 2027 (cela concerne uniquement les dépenses subventionnées identifiées par la convention de subvention ; l'opération globale pouvant être achevée plus tard.***

Devront donc être connus : la maîtrise d'ouvrage, les conditions de maîtrise du foncier, la programmation urbaine de l'aménagement ou le projet de revitalisation économique, ainsi que le bilan économique de l'opération. **Un planning prévisionnel réaliste de l'opération devra être fourni*.**

Pour les projets non matures, nécessitant des études préalables (stratégie de territoires, opportunité...), des financements sont possibles sur d'autres dispositifs notamment la mesure ingénierie du fonds vert. L'ANCT, l'ADEME, l'ANAH, l'ANRU, la Banque des Territoires et le CEREMA ont rassemblé leurs offres de services dans un document unique, destiné à faciliter la connaissance de leurs offres d'ingénierie (<https://aides-territoires.beta.gouv.fr/aides/23fa-soutenir-lingenierie-des-collectivites-pour-l/>).*

Ce volet du fonds vert s'adresse aux projets dont les **bilans économiques restent déficitaires** après prise en compte de toutes les autres subventions publiques, et malgré la recherche et l'optimisation de tous les autres leviers d'équilibre (en particulier en matière de densité et de mixité), à l'aune des enjeux d'attractivité du site et d'urbanité.

L'aide du fonds vert ne devra en aucun cas conduire à diminuer les autres subventions publiques.

Le recyclage d'une friche peut s'inscrire dans une opération globale d'aménagement, dont le bilan reste déficitaire.

Dans **tous les cas**, le candidat détaillera les dépenses éligibles relatives au recyclage des secteurs en friche, dont les montants et les échéances devront être précisées.

²Dans le cadre de cette mesure, est considéré comme artificialisé un sol dont l'occupation ou l'usage affectent durablement tout ou partie des fonctions. N'est pas considéré comme artificialisé un sol de pleine terre.

³Est considéré comme devant être requalifié un îlot d'habitat avec soit une concentration élevée d'habitat indigne et une situation économique et sociale des habitants particulièrement difficile, soit une part élevée d'habitat dégradé vacant et un déséquilibre important entre l'offre et la demande de logements. Pour les îlots d'activité, est considéré comme devant être requalifié tout îlot commercial et économique monofonctionnel, faisant face au vieillissement de ses actifs et à une perte d'attractivité.



Les crédits du fonds vert pour le recyclage du foncier pourront financer **des études** (dont les études relevant de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués⁴), **des acquisitions foncières**, des **travaux de démolition ou déconstruction**, de **dépollution**, de **réhabilitation de bâtiment (gros œuvre uniquement, charpente, toiture, murs, fondations, terrassement, isolation)***, de **restauration écologique des sols (notamment aux fins de renaturation)**, d'**aménagement** (infrastructures, voiries, réseaux) relatifs à l'action de recyclage d'une friche, de sorte de combler tout ou partie du déficit constaté. *Nota : les travaux de construction de bâtiments neufs, s'ils concourent au déficit global d'une opération immobilière, ne sont toutefois pas éligibles à la mesure « recyclage foncier »**.

Pour les **projets visant l'accueil d'une activité industrielle à localiser sur une ancienne friche**, la pré-identification d'un projet d'implantation n'est pas requise, mais une **note dédiée devra exposer et justifier les points suivants** : la nature de l'industrie visée, l'adéquation de l'opération avec celle-ci et avec les caractéristiques du territoire (main d'œuvre disponible, infrastructures logistiques, etc.), cf. point 3.1.

C'EST NOUVEAU

Pour les projets **portant sur une friche ICPE⁵, industrielle ou minière**, les critères d'éligibilité suivants devront être respectés (vérification auprès des autorités compétentes sur la base des justifications fournies par le candidat) :

- Le projet porte sur une friche issue d'un ancien site ICPE (ou d'anciens travaux miniers) ayant satisfait ses obligations réglementaires de remise en état ou d'arrêt de travaux ou dont le(s) responsable(s) sont considérés comme défaillants au regard de l'article L. 556-3 du code de l'environnement pour les sites ICPE ou dont le(s) responsable(s) ont disparu ou sont défaillants pour les travaux miniers ;
- Le responsable de la pollution n'est pas identifié et/ou ne peut être réglementairement astreint à supporter les coûts de dépollution, conformément au principe du « pollueur-payeur » ;
- Les postes de dépenses éligibles (donc à justifier) sont ceux dont les montants ont été déterminés au moyen d'études (ex : plan de gestion ou plan de conception des travaux de dépollutions des sols et/ou des eaux souterraines.)

La conception et la réalisation de projets sur friches polluées s'inscrit dans le temps long, aussi le soutien à ce type de projet pourra être réalisé sur plusieurs exercices (par exemple année n pour les études de types diagnostics, plan de gestion, plan de conception des travaux)) puis en année n+1 (pour les travaux).

Spécificité régionale : les projets à vocation résidentielle devront obligatoirement prévoir une part de logement social, à minima de 50 % pour les communes SRU déficitaires ou carencés.*

⁴ <https://www.ecologie.gouv.fr/sites-et-sols-pollues>

⁵ À ce titre, sont considérés comme « anciens sites ICPE » :

- Les sites dont l'activité a été régie par un arrêté préfectoral (AP) d'exploitation (ou récépissé de déclaration) pris sur les bases juridiques de la loi du 19/07/1976 (création des ICPE) ou plus récentes, mais également antérieures (loi sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de 1917) ;

- Les sites n'ayant pas été classés ICPE (cf. ci-dessus) et n'ayant pas donc ni AP (ou récépissé de déclaration) et non référencés dans les bases de données BASIAS/BASOL si l'activité aurait dû être classée au titre des lois de 1917, de 1976 ou textes plus récents et qu'une action de Police a été engagée par l'Administration (pour régularisation, mise en demeure, etc.).

En cohérence avec la série des normes françaises NF X 31-620, sont exclus du périmètre des « d'anciens sites ICPE ou miniers » (i) les sites pollués par des substances radioactives, des agents pathogènes ou infectieux, de l'amiante exclusivement, des engins pyrotechniques, (ii) les friches agricoles (ex : bâtiments d'élevage) et les anciennes décharges (brutes d'ordures ménagères ou sauvages).



En revanche, ne sont pas éligibles au fonds :

- Les opérations de **simple mise en conformité** à une obligation légale ou réglementaire ;
- Les opérations portant spécifiquement sur la **requalification de parcs de logements publics ou privés dont la vacance est organisée** en vue de réaliser les travaux et qui ne prévoient pas de changement d'usage après travaux (ce type d'intervention relève en effet d'autres financements) ;
- Les projets comportant des **travaux de dépollution des sols et/ou eaux souterraines, qu'il s'agisse d'anciens sites ICPE ou miniers ou de tous autres sites** si :
 - les **études nécessaires à la détermination de l'état de pollution du site** et à la définition du « changement » d'usage⁶ (diagnostics, plan de gestion, etc.) qui **n'ont pas été conduites conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués**, avec fourniture dans le dossier de candidature d'un plan de gestion récent.
 - les opérations de dépollution pour lesquelles **le responsable de la pollution est identifié et/ou peut être réglementairement astreint à supporter les coûts de dépollution**, conformément au principe du « pollueur-payeur ».
- **Le recyclage d'une friche qui s'inscrit dans une opération globale d'aménagement en extension urbaine*** ;
- **Les projets avec plantation ou semis d'espèces exotiques envahissantes***.



L'exécution du projet (ou, le cas échéant, des postes de dépenses de l'opération ciblés par la demande de subvention) ne peut commencer avant que le dossier de demande ne soit déposé sur la plateforme Aides Territoires/Démarches Simplifiées (sauf urgence avérée). L'accusé de réception reçu suite au dépôt de la demande permet de commencer les travaux concernés, sans préjuger toutefois de l'obtention d'une éventuelle subvention.

Par ailleurs le fonds vert peut aider les collectivités à faire émerger des projets à forte ambition environnementale sur une enveloppe dédiée à des prestations d'ingénierie d'animation, de planification ou de stratégie. La mobilisation de cette enveloppe se fait via une demande complémentaire dans le cadre de la mesure « ingénierie » du fonds vert⁷

2.3. Hiérarchisation et sélection des projets

Hiérarchisation des projets

Les dossiers éligibles seront instruits en tenant compte de leur qualité technique et de l'effet levier de l'aide du fonds friches et notamment en donnant priorité aux projets :

- S'inscrivant dans des dispositifs ou des programmes tels que : Action Cœur de Ville (ACV), Petites Villes de Demain (PVD) ou Territoires d'industrie (TI), les quartiers prioritaires de la ville (QPV) en renouvellement urbain, particulièrement ceux inscrits dans la démarche

⁶Notion d'« usage » au sens du décret n° 2022-1588 du 19 décembre 2022 relatif à la définition des types d'usages dans la gestion des sites et sols pollués, complété du guide de l'INERIS de mai 2023 <https://www.ineris.fr/sites/ineris.fr/files/contribution/Documents/Rapport-Ineris-213282-279342-Typologie%20d%27usage%20SSP%20v3.pdf>.

⁷<https://aides-territoires.beta.gouv.fr/aides/23fa-soutenir-lingenierie-des-collectivites-pour-l/>



« Quartiers résilients », le (nouveau) programme de renouvellement urbain (NPNRU), les opérations de requalification des quartiers anciens dégradés (PNRQAD) et les opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) ou encore contractualisés dans le cadre d'une Opération de revitalisation du territoire (ORT) ou d'un Projet partenarial d'aménagement (PPA), une Opération Grand Site (OGS), une opération d'intérêt national (OIN), ou dans un projet de territoire reconnu par le ministère chargé de l'écologie comme répondant aux principes du développement durable ;

- Répondant aux enjeux de mise à disposition de foncier pour la réindustrialisation et la transition écologique de l'industrie, c'est-à-dire les projets permettant de mettre à disposition du foncier pour de nouvelles implantations d'industries vertes⁸ ;
- S'engageant dans une démarche d'aménagement durable (telle qu'un label EcoQuartier, certification HQE™ aménagement, démarche AEU2, norme ISO 37101, NF Habitat, une démarche paysagère intégrant la biodiversité locale) dont l'ambition sera appréciée dans le dossier de candidature.

C'EST NOUVEAU!

Spécificités régionales : le dispositif est ouvert sur l'ensemble du territoire régional. Plusieurs critères d'appréciation complémentaires seront pris en compte lors de l'instruction des projets éligibles en Hauts-de-France :

- **l'adéquation du projet de recyclage proposé par rapport à son contexte** : pertinence de la localisation du projet au regard de l'urbanisation existante, adaptation de la programmation du projet de recyclage urbain au regard des usages, des besoins identifiés et de la nature du marché local, pertinence au regard des enjeux relatifs à la biodiversité, à la protection des ressources, aux risques naturels, etc.
- **l'inscription du projet dans une perspective d'aménagement durable des territoires**, notamment au regard de la mixité sociale proposée (si le projet intègre du logement), de la bonne intégration des enjeux environnementaux, de la sobriété et de l'efficacité énergétique du projet, de sa sobriété foncière (optimisation du bâti, intensité des usages, désartificialisation de surfaces, etc.) et de sa participation à une économie locale productive.
- **l'ambition du projet en cas de renaturation** :
 - cohérence avec le contexte naturel local, que ce soit vis-à-vis des espèces et milieux présents ou de la connexion aux espaces naturels ou végétalisés du territoire ;
 - respect de la biodiversité locale : la liste des espèces plantées et/ou semées sera jointe au dossier ;
 - pérennité de la démarche et préservation du site reconquis et à vocation naturelle sur le long terme, prévoyant la mise en œuvre de modalités de gestion différenciée ;
 - préservation, aménagement et gestion des espaces favorables à une diversité d'habitats naturels.

C'EST NOUVEAU!

⁸Pour relever de l'industrie verte au sens du présent cahier d'accompagnement, l'industrie visée doit participer aux chaînes de valeur des activités dans les secteurs des technologies favorables au développement durable, telles que définies à l'article 17 de la loi n°2023-973 du 23 octobre relative à l'industrie verte. La liste détaillée des secteurs couverts par cette définition sera disposée par décret en Conseil d'État.



Focus sur les projets de recyclage d'une friche dans le cadre d'une action de renaturation : sans viser nécessairement le développement d'une biodiversité remarquable, des projets ambitieux sont attendus. Seront prioritaires, dans le cadre des projets à vocation de renaturation, en 2024 :

C'EST NOUVEAU

- Les projets visant la plantation d'arbres, en particulier les projets à vocation forestière ou agroforestière ;
- Les projets inscrits dans des contextes où les parcs ou les espaces de nature sont rares (dans un rayon de 1 km autour du site).

Pour les projets avec une ambition renaturation forte, un accompagnement spécifique (conseils relatifs aux plantations) peut être sollicité auprès du Conservatoire Botanique National de Bailleul (CBNB). Contact : Marine Cocquempot – m.cocquempot@cbnbl.org.*

C'EST NOUVEAU

Instruction

Sous l'égide du préfet de région, la DREAL assure la coordination du dispositif vis-à-vis de l'ADEME et des DDT-M.

L'instruction des dossiers déposés sur la plateforme Aides Territoires/Démarches simplifiées est assurée :

- par l'ADEME pour les friches polluées⁹ issues d'anciens sites ICPE ou miniers nécessitant soit (i) des mesures de gestion des pollutions des sols et/ou des eaux souterraines déterminées en conformité avec les principes de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués ou soit (ii) la réalisation d'études pour déterminer de telles mesures (en dehors de demandes de subvention portant sur l'acquisition seule ou en combinaison avec des travaux de déconstruction et désamiantage, instruites par les DDT-M). L'instruction est réalisée en 2 étapes :
 1. Pré-sélection des dossiers selon leur éligibilité et leur niveau de maturité (ICPE ou minier, principe pollueur-payeur, présences de dépenses de dépollution établies sur la base d'un plan de gestion...) en vue de leur expertise détaillée (pré-sélection par le préfet de région sur la base de la proposition de l'ADEME) ;
 2. Expertise détaillée des dossiers pré-sélectionnés, sur la base de leur qualité technique et de l'effet levier de l'aide du fonds vert.
- par les DDT-M pour toutes les autres friches éligibles, en lien avec les DREAL. Le cas échéant, les DDT-M (ou la DREAL) peuvent s'appuyer sur le CEREMA (dans le cadre d'une convention passée avec le MTECT sur les lignes « recyclage foncier » et « renaturation » du fonds vert) pour les accompagner dans l'instruction des dossiers complexes.

Les DREAL veillent notamment à la bonne coordination de l'instruction pour les dossiers instruits concomitamment par l'ADEME et les DDT-M et au respect des orientations données par le préfet de région.

⁹Polluées = au sens d'une pollution des sols et/ou des eaux souterraines, caractérisée et dont les modalités de gestion ont été déterminées conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués.



Le préfet de département (sur proposition de la DDT-M) et l'ADEME proposent au préfet de région (DREAL) les lauréats envisagés après instruction. Les DREAL consolident la liste ainsi que le montant des subventions attribuées au regard des critères régionaux, préalablement à la validation définitive par le préfet de région et avant signature de la convention (dans les conditions prévues au 3.3).

Les préfets de région (ou les DREAL) ont la possibilité de solliciter l'avis de la DGALN pour les dossiers dont les subventions dépassent 5 M€, en particulier pour vérifier la régularité du régime des aides d'État (expertise dans le cadre d'un marché cadre juridique sur la ligne « recyclage foncier et renaturation » du fonds vert).

Pour les projets ayant pour finalité l'implantation d'activités industrielles, les préfets de région (ou les DREAL) peuvent solliciter pour avis les services économiques de l'État en Région (SeER).



Gestion des candidatures et calendrier d'instruction régional*

Le montant prévisionnel dédié au recyclage des friches, au titre de l'année 2024 est fixé à 65 M€ qui inclut les 5 M€ dédiés aux friches de la Sambre-Avesnois-Thiérache (SAT). Cette dotation pourra être revue en fonction des besoins qui seront exprimés et **de la qualité des dossiers déposés**.



La gestion des candidatures sera effectuée selon le calendrier ci-après :

| 1 ^{re} vague de sélection : | | |
|---|---|---|
| Relève des dossiers sur Démarches simplifiées : | Remontée des résultats de l'instruction DDT-M et ADEME à la DREAL : | Programmation validée par le préfet de région : |
| 31 mars 2024 à 18 h | Le 12 avril 2024 | Le 19 avril 2024 |

| 2 ^e vague de sélection : | | |
|---|---|---|
| Relève des dossiers sur Démarches simplifiées : | Remontée des résultats de l'instruction DDT-M et ADEME à la DREAL : | Programmation validée par le préfet de région : |
| 21 juin 2024 à 18 h | Le 5 juillet 2024 | Le 12 juillet 2024 |

Les dossiers déposés après cette seconde relève ne pourront faire l'objet d'une instruction au titre de l'édition 2024.

Détermination du montant de la subvention attribuée



Le montant de financement (des projets éligibles et retenus) est déterminé pour chaque opération en respectant des modalités de subventions précisées au point 3, la réglementation des aides d'État (base légale de l'intervention de l'État) et en tenant compte :

- de l'**ambition écologique du projet** ;
- de la **capacité contributive du porteur de projet** : à titre d'exemples au regard de la capacité d'autofinancement net moyenne sur trois ans, de la durée de remboursement de la dette ou de l'endettement par habitant de la collectivité, etc. ;
- de la **fragilité socio-économique du territoire** : à titre d'exemples, au regard du taux de chômage, de l'évolution démographique et de l'emploi, de l'évolution de la vacance de logement et du foncier économique..., etc. ;
- des **contraintes opérationnelles du projet** : à titre d'exemples au regard de la tension du marché, de la dureté foncière, ou des autorisations réglementaires nécessaires à la réalisation du projet (d'urbanisme / patrimoniales / environnementales), etc. ;
- de l'**exemplarité du projet** : à titre d'exemples au regard du caractère social ou solidaire de la production locative (en particulier part de logements sociaux) ou de l'accession sociale à la propriété après revente, du caractère patrimonial des bâtiments, de l'exemplarité environnementale de l'opération (**respect de la biodiversité en place, choix de la palette végétale, mesures en phase travaux et en phase d'exploitation – notamment la gestion des espaces – visant à réduire les impacts sur l'environnement, efforts faits en matière de protection des ressources naturelles, etc.**), de son exemplarité paysagère, des impacts en matière de maintien et/ou création d'emplois et de consolidation d'une filière économique structurante, de la qualité de la concertation, etc.
- du **caractère incitatif de l'attribution d'une subvention au titre du fonds vert.**

2.4. Articulations avec les autres dispositifs liés

Une attention particulière devra être portée au respect des cumuls de subventions, notamment pour un projet qui peut bénéficier de la mesure « renaturation des villes et des villages » du fonds vert.

3. MODALITÉS DE CANDIDATURE ET DE CONTRACTUALISATION

3.1. Composition et modalités de dépôts des dossiers de candidature

Tous les dossiers de candidature doivent être déposés sur la plateforme unique de dépôt **Démarches simplifiées**, accessible depuis la plateforme Aides-territoires :

<https://aides-territoires.beta.gouv.fr/aides/8891-recycler-le-foncier-friches/>

Un **échange préalable avec les services de l'État** avant le dépôt de la demande en ligne est recommandé afin de s'assurer que le fonds vert est l'outil adapté au soutien du projet concerné, au regard des autres aides financières « de droit commun » proposées par l'État et par les opérateurs (pour l'ingénierie comme pour la partie investissement).



Lorsqu'une **demande a déjà été déposée en 2023** et qu'elle n'a pas pu être instruite au cours de l'exercice, **il n'est pas nécessaire de déposer une nouvelle demande en 2024**. Le dossier déjà déposé sera basculé sur l'exercice 2024 : le porteur de projet recevra un mél envoyé depuis la plateforme Démarches simplifiées pour compléter son dossier, le cas échéant, et **confirmer sa demande de subvention pour 2024**.

La demande de subvention du fonds vert se fait au moyen du formulaire qui doit être rempli en ligne et complété par des documents listés dans le formulaire. En particulier, **la demande doit être impérativement constituée notamment des éléments suivants :**

- La **description technique du projet**, incluant un calendrier prévisionnel de réalisation ;
- La production d'un **bilan d'aménagement, sous format Excel et dans un format conforme** à celui qui sera à télécharger depuis le formulaire Démarches simplifiées, afin de rendre lisibles les principales imputations en termes de dépenses et de recettes, mais également le déficit de l'opération, le montant de subvention demandée au titre du fonds vert et son pourcentage ainsi que, le cas échéant, les autres subventions publiques demandées et/ou obtenues ;
- La **délibération** de l'organe délibérant donnant l'autorisation au maire ou au président de solliciter la demande de subvention pour le projet concerné ;
- Le **relevé d'identité bancaire** du porteur de projet ;
- Pour tout porteur de projet dont la subvention est soumise au décret du 25 juin 2018, un tableau indiquant les subventions et les aides publiques, de toute nature, directes et indirectes, attribuées par des personnes publiques perçues par la structure porteuse du projet, conformément au modèle en annexe de l'arrêté du 2 août 2019.

Le porteur de projet pourra en outre s'appuyer sur plusieurs outils numériques, en particulier Cartofriches¹⁰ (aide au recensement des friches), UrbanVitaliz¹¹ (aide au montage de projet pour la revitalisation des friches), ou Bénéfriches¹² (monétarisation des impacts socio-économiques de la reconversion de friches).

Pour les projets visant à préparer un terrain par recyclage foncier pour une activité industrielle sans pour autant que l'industriel ne soit connu (par ex. : un site « clés-en-main ») : sera fournie une **note spécifique** détaillant la nature de l'industrie visée, l'adéquation de l'opération avec celle-ci et avec les caractéristiques du territoire (main d'œuvre disponible, infrastructures logistiques, etc.).

C'EST NOUVEAU

Pour les **friches confrontées à une problématique de pollution des sols** (et/ou eaux souterraines), qu'elle soit avérée ou suspectée, et que **les anciennes activités aient relevé de la législation ICPE ou non**, **il est impératif que les projets suivent les principes de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués** et que les dossiers présentent des informations probantes, permettant de statuer sur l'état de pollution (oui / non / à déterminer), donc sur le niveau de maturité des projets :

C'EST NOUVEAU

¹⁰<https://cartofriches.cerema.fr/cartofriches/>

¹¹<https://urbanvitaliz.fr/>

¹²https://bibliothèque.ademe.fr/urbanisme-et-batiment/3772-evaluer-les-benefices-socio-economiques-de-la-reconversion-de-friches-pour-lutter-contre-l-artificialisation-outil-benefriches.html?search_query=Evaluer+les+benefices+socio-economiques+de+la+reconversion+de+friches+pour+lutter+contre+l%27artificialisation.+Outil+BENEFRICHES&results=1009



- Pour un soutien d'études pré-opérationnelles : engagement d'études historiques et documentaires, de diagnostics, d'un plan de gestion,
- Pour un soutien de travaux de remise en état : résultats des études historiques et documentaires et, en cas de pollution avérée, résultats des diagnostics, du plan de gestion voire du plan de conception des travaux.

À la demande des services instructeurs, des compléments pourront être demandés durant toute la phase d'instruction du dossier.

La notification de subvention ou la décision de rejet sera communiquée aux porteurs de projet.

3.2. Conditions d'attribution de la subvention

Pour information, il est attendu un effet de levier de 1 pour 4 au niveau de l'ensemble du fonds vert, ce qui correspond à un taux de subvention moyen national de 25 %.

Le fonds vert sera, si nécessaire, cumulable avec les autres dotations de l'État.

Tout bénéficiaire de la subvention doit assurer une participation minimale de 20 % au financement de ce projet, et notamment lorsque la collectivité (ou le groupement de collectivités) est maître d'ouvrage et bénéficiaire de la subvention, dans les conditions prévues au III de l'article L.1111-10 du CGCT.

Les règles propres à chaque fonds européen s'appliquent par ailleurs. Ainsi, chaque porteur de projet devra vérifier que le soutien financier du fonds vert est compatible avec le régime des aides d'État.

Les subventions d'investissement sont soumises au décret n° 2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État à des projets d'investissement. La convention financière est établie conformément aux dispositions dudit décret.

Toute entité qui répond à la définition de « l'entreprise » au sens du droit de l'Union est soumise à la réglementation européenne en matière d'aides d'État. Il s'agit de « toute entité exerçant une activité économique, indépendamment du statut juridique de cette entité et de son mode de financement ». La notion d'activité économique est définie comme « toute activité consistant à offrir des biens ou des services sur un marché donné ».

Ainsi, chaque porteur de projet devra vérifier que le soutien financier du fonds vert est compatible avec le régime des aides d'État (régime notifié ou règlement général d'exemption par catégorie – RGEC).

Toute subvention au titre de la mesure « recyclage foncier » du fonds vert ne peut être versée que sur justification de la réalisation des postes de dépenses de l'opération ciblés par la subvention. Toutefois, une avance pourra être versée lors du commencement d'exécution du projet et des acomptes peuvent ensuite être versés au fur et à mesure de l'avancement du projet. Ils ne peuvent excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.



Le solde de la subvention au titre du fonds friches sera versée sur la base d'un déficit opérationnel prévisionnel, actualisé au moment du solde¹³.

La subvention est à rembourser en tout ou partie en cas de non réalisation du projet ou de non-respect des engagements pris dans la programmation urbaine elle-même, en matière d'exemplarité de calendrier ou de compatibilité au droit national ou européen (notamment en matière d'aides d'État).

3.3. Modalités de contractualisation

Autant que possible, les projets retenus suite à instruction par les services déconcentrés de l'État feront l'objet d'une contractualisation au titre des Contrats de plan État-Région (CPER) et d'une intégration dans les CRTE.

Dans tous les cas, une convention de subvention sera établie entre l'État, représenté par le préfet, ou l'ADEME^{14 15 16} pour les friches polluées issues d'anciens sites ICPE ou miniers, et chaque lauréat. Cette convention précisera en particulier :

- L'identification du ou des bénéficiaires ;
- La désignation du projet, les dépenses subventionnées par le fonds vert dans la limite du déficit et son calendrier de réalisation ;
- Le montant de la subvention et son échéancier de versement ;
- Les obligations redditionnelles du porteur de projet ;
- Les règles de communication s'agissant d'une aide « Fonds vert » ;
- Les modalités de remboursement en cas de non réalisation du projet ou de non-respect des engagements pris dans la programmation urbaine elle-même, en matière d'exemplarité ou de calendrier.

3.4. Engagements réciproques

Les documents et toute information appartenant au bénéficiaire et communiqués dans les dossiers sur quelque support que ce soit ainsi que tout élément obtenu en application de la décision ou de la convention de financement, ne sont pas considérés comme confidentiels à l'exception du bilan financier de l'opération et toutes les données financières qui s'y rapportent, des informations relatives à l'état de pollution des sols et des eaux, et des innovations impliquant un brevet déjà déposé ou en cours de dépôt.

La description du projet et sa localisation, saisies dans la demande en ligne, pourront être utilisées à des fins de communication ou de bilan dans le cadre du fonds vert, ou être réutilisés dans le cadre d'inventaires nationaux sur le recyclage foncier tels que Cartofriches.

¹³ Le montant de la subvention du fonds friches ne pourra en aucun cas être révisé à la hausse

¹⁴ Les conventions d'aides aux collectivités et leurs groupements seront contresignées par le préfet de région en application de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 une fois les projets validés et ce avant transmission du contrat aux bénéficiaires pour signature

¹⁵ Dans le cadre des délibérations prises par son Conseil d'administration (règles générales des aides financières, système d'aide à la réalisation, comitologie).

¹⁶ Le suivi de la convention et le versement de l'aide sont réalisés par l'ADEME selon les conditions définies dans le contrat et au moyen des outils de gestion de l'Agence



La collectivité ou le groupement de collectivités qui bénéficie d'une subvention du fonds vert doit publier son plan de financement et l'afficher de manière permanente pendant la réalisation de l'opération et à son issue, en veillant à ce que la participation de l'État soit signalée de manière visible.

La liste complète des projets subventionnés par le fonds vert sera publiée en début d'exercice suivant au niveau national et sur les sites internet officiels de l'État dans la région ou le département.

Par ailleurs, l'attribution d'une subvention dans le cadre de ce fonds vaut acceptation par le porteur de projet de :

- Participer aux réunions d'animation, de capitalisation et de valorisation que pourraient organiser le ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires ou le ministère délégué en charge du logement, les services déconcentrés et les opérateurs de l'État ;
- Convier les services de l'État et ses opérateurs territorialement compétents à participer à la structure de pilotage du projet mise en place, le cas échéant ;
- Mentionner la participation de l'État au projet dans toute communication, sur le projet, réalisée par le maître d'ouvrage ou avec son concours ;
- indiquer sur les panneaux apposés sur le lieu du projet la participation de l'État au projet.



LE FONDS VERT

Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**FRANCE
NATION
VERTE** 

Agir • Mobiliser • Accélérer